

## Le rêve de l'allocation universelle suscité par la Prestation canadienne d'urgence À l'image de la rente financière, rente du pauvre abandonné par sa classe

La Prestation canadienne d'urgence (PCU) du gouvernement fédéral (500 \$ par semaine pour 16 semaines aux gens au travail ayant perdu leur emploi) a ressuscité le vieux débat sur l'allocation universelle qui pour une partie de la militance de gauche, surtout parmi les plus pauvres, est devenu un fétiche. À la hauteur du PUC, il en coûterait près de 200 milliards \$ à la société québécoise soit environ la moitié du revenu national du Québec ou encore environ 1.5 fois le budget du gouvernement du Québec. Par définition, on ne peut pas le réduire en fonction de d'autres types de revenus auxquels il s'additionne. On voit bien qu'il serait superflu aux couches (moyennement) riches. Ce défaut se corrige (partiellement) en n'en faisant un revenu imposable ce qui implique une forte progressivité de l'impôt sur le revenu et un blocage de l'évasion fiscale en particulier des paradis fiscaux. On voit bien aussi qu'il serait une tentation irrésistible pour les employeurs de payer un bas salaire à moins d'être contraint par un salaire minimum décent (15\$?, 20\$?) et non déjoué par le recours à l'informel.

Ce qui ne signifie pas que le barème de la PCU ne devrait pas être élargi aux assistées-sociales et aux autres sans travail sans revenu équivalent ou sans revenu du tout comme les sans papiers :

*Si la PCU représente plus que le salaire d'un individu, sachant que celle-ci ne permet pas de gagner revenu décent non plus, ce n'est pas de la concurrence c'est de la violence. Augmentez le salaire minimum si vous trouvez que 2000\$ par mois dissuade le travail. (<https://twitter.com/AurelieLancot/status/1263527236877070337>)*

Le coût d'une allocation universelle significative à la hauteur de la PCU nécessiterait l'abolition ou l'attrition des programmes sociaux et des services publics auxquels elle se substituerait. Ainsi seraient privatisés les services publics en faveur d'un marché total y incluant la santé et l'éducation. C'est la raison pour laquelle il est apprécié par l'avant-gardiste bourgeoisie numérique qui veut un maximum de privatisation tout en étant conscient qu'il faut garantir au peuple un revenu de base pour des raisons économiques de soutien des marchés et des raisons politiques de paix sociale. À tort ou à raison, ces géants prennent pour acquis le chômage de masse dû à la robotisation et à l'intelligence artificielle. Le GAFAM aspire au totalitarisme du marché ce qui ce constate avec Amazon qui veut s'accaparer le commerce de détail, Apple les moyens de communication, Google le contrôle de l'information, Facebook des relations sociales. (Ils ont leur contrepartie chinoise et quelques autres importants compétiteurs asiatiques mais non européens.)

Dans cette vision du monde, la manufacture est refoulé à la périphérie, dans les pays dépendants, et la reproduction sociale (les soins), forcément interne aux pays impérialistes, est remis à une masse de femmes, en grande partie racisées, non payées et sous payées ce qui en régime d'allocation universelle nécessiterait leur non-citoyenneté pour qu'elle n'y aient pas droit. Quant à l'alimentation et l'énergie, comme elles sont tiraillées entre la nécessités de leur bon marché comme éléments de base de la reproduction sociale et celles de la sécurité nationale comme arme compétitive et même de guerre, ces deux secteurs se divisent entre pays impérialistes, à condition d'y être peu intensives en force de travail sinon temporaire le plus souvent racisée, et les pays dépendants. On reconnaît ici les «services essentiels» que la pandémie a rendu visible au grand dam du GAFAM et de son âme damnée, le capital bancaire et sa nébuleuse de la finance. Leur capitalisme parfait d'individus branchés et compétitifs est un capitalisme pur rêvant d'être sans répression... jusqu'à ce que la réalité de la lutte sociale s'impose contournant l'alliance du capitalisme branché et du prolétariat marginalisé dont l'allocation universelle est l'expression.

*Après tout, la droite a souvent défendu cette idée, ailleurs comme ici. Pensons à l'ancien ministre libéral de l'Emploi et de la solidarité sociale, François Blais, qui au début des années 2000, publiait un plaidoyer en faveur du revenu garanti — ce qui ne l'a pas empêché de faire partie d'un gouvernement qui a appliqué des politiques d'austérité qui ont meurtri durablement les institutions, au point où il est aujourd'hui difficile d'envisager que ce soit sur elles qu'il faut miser pour rendre la société post-COVID plus égalitaire.*

*Voilà l'un des écueils du revenu minimum garanti : cette solution émerge souvent là où le travail de sape des mécanismes de solidarité sociale est bien avancé. Dans sa forme pseudo-consensuelle, elle apparaît au mieux comme béquille financière pour permettre à ceux qui en ont été exclus de participer au marché, sans s'interroger sur les causes de la pauvreté et de l'exclusion. Dans un petit ouvrage paru en 2016, intitulé Contre l'allocation universelle (Lux), le sociologue Daniel Zamora, adoptant une perspective de gauche, remarquait que l'allocation universelle « ne semble pas être l'aboutissement de nombreuses conquêtes sociales passées, mais, au contraire, l'alternative logique à leur abandon. » Elle gagne en popularité, remarquait-il, précisément là où les réformes néolibérales ont fait le plus de dégâts.*

*Le Québec n'y échappe pas, surtout lorsqu'on constate l'impossibilité à valoriser le travail des bas salariés au-delà d'une période de « crise » ou « d'exception » ; et qu'on peine à s'engager durablement en faveur d'un salaire décent pour tous, à commencer pour celles et ceux qui font un travail essentiel.*

(Aurélie Lanctôt, [Le salaire de l'exception](#), Le Devoir, 15/05/20)

Marc Bonhomme, 24 mai 2020

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)